



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2014-2015

TO/PR

P.V. ECO 31

Commission de l'Economie

Procès-verbal de la réunion du 8 octobre 2015

Ordre du jour :

1. 6769 Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation
- Rapporteur : Monsieur Franz Fayot

- Discussion de points laissés ouverts
- Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat
2. Divers (demandes de mise à l'ordre du jour / Journée découverte de la robotique au Luxembourg)

*

Présents : M. Gérard Anzia, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger remplaçant Mme Joëlle Elvinger, Mme Tess Burton, M. Emile Eicher, M. Félix Eischen, M. Franz Fayot, M. Léon Gloden, M. Claude Haagen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding

Mme Marie-Josée Ries, Mme Patricia Thill, M. Luc Wilmes, du Ministère de l'Economie

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Franz Fayot, Président de la Commission

*

1. 6769 Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation

- Discussion de points laissés ouverts

Nouvel article L. 432-3

- paragraphe 1, point o)

La Commission de l'Economie revient sur sa discussion d'un éventuel caractère exécutoire de la décision de règlement extrajudiciaire des litiges prévu par le point o) du premier paragraphe de l'article L. 432-3.

Les représentantes du Ministère tiennent à rappeler que le Nouveau Code de procédure civile prévoit en matière de médiation civile et commerciale la possibilité de l'homologation des accords obtenus, homologation qui était exigée par la directive à transposer à l'époque.

Quand un litige de consommation relève du champ d'application conjoint de ces deux textes, de la médiation civile et commerciale ou du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation, les deux dispositifs s'appliquent cumulativement, sauf s'ils se contredisent. Dans ce cas, c'est le Code de la consommation qui prévaut.

Dans la pratique, la plupart des litiges de la consommation, en ce qu'ils impliquent un professionnel, sont susceptibles de relever de ces deux dispositifs.

Ainsi, dans le cas de figure d'une médiation obtenue (accord entre parties) par une entité REL, il devrait toujours être possible de demander l'homologation de la décision.

Un député juge douteuse l'interprétation donnée.

La Commission de l'Economie fait sienne la proposition des représentantes du Ministère de supprimer le point o). Portant à confusion, ce point n'aurait pas dû être repris de la directive à transposer.

- Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'Etat

Nouvel article L. 432-4

En ce qui concerne l'observation du Conseil d'Etat, les représentantes du Ministère souhaitent ajouter que les rapports d'activité annuels à publier par les entités seront un instrument utile lorsqu'il s'agit de légiférer en matière du droit de la consommation. Ces rapports relateront les problèmes récurrents qui se présentent de manière systématique dans le secteur respectif. Ainsi, les faiblesses du droit en vigueur seront répertoriées, de sorte à indiquer les points où une intervention du législateur serait utile ou nécessaire.

Nouvel article L. 432-6

- paragraphe 2

Notant que cette disposition permettant aux parties de se retirer à tout moment de la procédure se trouve déjà inscrite à l'article L. 432-11, la Commission de l'Economie ne suit pas la proposition des représentantes du Ministère de maintenir l'ancien paragraphe 2, mais le supprime comme redondant.

L'ancien paragraphe 3 devient le nouveau paragraphe 2.

Nouvel article L. 432-16

La Commission de l'Economie accepte la proposition d'amendement des représentantes du Ministère, sauf à apporter la même précision que celle insérée au paragraphe 1 du nouvel article L. 422-6.

*

Les articles qui suivent regroupent des modifications à effectuer au Code de la consommation qui n'ont aucun lien avec la directive à transposer :

Article 2

L'article 2 aligne l'intitulé du premier chapitre du Titre 1 du Livre 1 du Code de la consommation au mode rédactionnel des autres chapitres du Code de la consommation (1. au lieu de 1^{er}).

Article 3

L'article 3 apporte des modifications au Livre 2 du Code de la consommation.

Article 4

L'article 4 introduit au Livre 3 du Code de la consommation une action en cessation au bénéfice des associations protectrices des droits des consommateurs et du ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions.

Conclusion :

La Commission de l'Economie décide de saisir le Conseil d'Etat d'une lettre d'amendements dans le sens discuté.

La Commission de l'Economie fait sienne la demande d'une intervenante qui, compte tenu de la « technicité » des dispositions examinées, juge essentiel qu'au moment de l'adoption du projet de loi une brochure explicative à destination du large public soit disponible. Il s'agit d'informer dans un langage

simple et juste à la fois les consommateurs et les professionnels comment ils peuvent régler de manière extrajudiciaire leurs éventuels litiges.

*

Une discussion sans conclusion sur les maintes observations légistiques exprimées par le Conseil d'Etat s'ensuit, une intervenante signalant sa fatigue à revoir dans les différentes commissions parlementaires sans cesse les mêmes erreurs relevées par la Haute Corporation.

2. Divers (demandes de mise à l'ordre du jour / Journée découverte de la robotique au Luxembourg)

Un représentant du groupe parlementaire CSV insiste à voir traitée leur demande de mise à l'ordre du jour visant un échange de vues avec Monsieur le Ministre de l'Economie sur l'étude commanditée auprès de l'économiste Jeremy Rifkin visant la mise en œuvre d'une « **third industrial revolution strategy** ».

Une intervenante du groupe DP rappelle que son groupe a exprimé une demande similaire.

Le représentant du Ministère informe que Monsieur le Ministre sera disponible le matin du 29 octobre 2015.

La Commission de l'Economie déclare vouloir procéder à cet échange de vues lors de ladite date.

Monsieur le Président rappelle que la Commission de l'Economie est invitée à assister à la « **Journée découverte de la robotique au Luxembourg** » le lundi 19 octobre 2015. Suite à des questions afférentes, il est décidé de réenvoyer par courriel ce transmis du 28 septembre 2015 aux membres de la commission.

* * *

La prochaine réunion est fixée au jeudi, le 29 octobre 2015, à 9.00 heures.

Luxembourg, le 15 octobre 2015

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président,
Franz Fayot